



Mercredi 3 décembre 1952, à 15 h. 30

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

Page

Rapport du Conseil de tutelle (A/2150) [suite] ..... 315

Président: M. Rodolfo MUNOZ (Argentine).

Rapport du Conseil de tutelle (A/2150) [suite]  
[Point 12\*]AUDITION DES REPRÉSENTANTS DE LA MERU CITIZENS  
UNION (A/C.4/221, A/C.4/L.242, A/C.4/L.243,  
A/C.4/L.244, A/C.4/L.245) [suite]*Sur l'invitation du Président, M. Japhet et M. Seaton,  
représentants de la Meru Citizens Union, prennent  
place à la table de la Commission.*

1. M. MAHMOUD (Egypte) rappelle que le représentant de la France a déclaré, au cours de la 290<sup>ème</sup> séance de la Commission, que l'adoption du projet de résolution des huit Puissances (A/C.4/L.242) pourrait encourager certains éléments subversifs. Le représentant du Royaume-Uni a également confirmé ce point de vue. M. Mahmoud a été particulièrement frappé de la similitude complète entre l'exposé présenté par les pétitionnaires (286<sup>ème</sup> séance) et le Livre blanc<sup>1</sup> distribué par la délégation du Royaume-Uni. Tous les membres de la Commission ont reconnu que le représentant de la tribu Meru a plaidé sa cause avec beaucoup d'intelligence et de modération. La délégation de l'Egypte serait la dernière à admettre que des éléments subversifs viennent abuser du droit de pétition reconnu par la Charte.

2. Le représentant de la République Dominicaine a déclaré à la 289<sup>ème</sup> séance qu'en sa qualité de membre du Conseil de tutelle, il ne pourrait accepter le projet de résolution commun en discussion, parce que ce projet n'approuve pas la décision prise par le Conseil de tutelle à ce sujet (résolution 468 (XI)). Il semble que le représentant de la République Dominicaine ne tienne pas compte des relations qui unissent le Conseil de tutelle à l'Assemblée générale, en vertu notamment des Articles 85 et 87 de la Charte. En ce qui concerne la forme même du projet de résolution, l'amendement de l'Inde (A/C.4/L.244) devrait donner satisfaction au représentant de la République Dominicaine.

3. Les arguments que les représentants de la France et du Canada ont formulés à la 288<sup>ème</sup> séance pour justifier la mesure d'éviction prise par l'Autorité char-

gée de l'administration n'ont pas convaincu le représentant de l'Egypte. La notion d'expropriation pour cause d'utilité publique ne saurait s'appliquer au cas des Wa-Meru. En effet, cette tribu a été expulsée non pour faire place à des travaux d'utilité publique, mais uniquement pour servir certains intérêts privés. La délégation de l'Egypte votera en faveur de tout projet de résolution qui aura pour objet de sauvegarder, non seulement les intérêts actuels de la tribu Meru, mais aussi les biens et la tranquillité de toutes les autres tribus du Territoire à l'avenir.

4. Au moment où le continent africain s'éveille à la conscience nationale et à la vie économique moderne, il serait contraire à la sagesse de ne pas tenir compte des aspirations et des droits des peuples autochtones. La délégation de l'Egypte est persuadée que les Autorités administrantes, conscientes de cette situation, sauront préparer les peuples dont elles ont la charge à s'intégrer librement dans la communauté des nations indépendantes. La délégation égyptienne n'entend infliger de blâme à aucune délégation ni à aucun organe des Nations Unies, et son seul but est de consolider la confiance que les peuples sous tutelle ont accordée à l'Organisation.

5. M. Mahmoud propose de modifier le quatrième considérant du projet commun (A/C.4/L.242) en supprimant les mots "afin de donner ces terres à des colons européens", et de remplacer, au paragraphe 1 du dispositif, les mots "Désapprouve l'Autorité administrante d'avoir" par les mots "Regrette que l'Autorité administrante ait". La délégation de l'Egypte est prête à accepter l'amendement présenté par la délégation de l'Inde, ainsi que la modification que les délégations du Brésil, de l'Equateur et du Pérou proposent d'apporter au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.4/L.243, par. 3).

6. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) demande que le nom de la Nouvelle-Zélande soit ajouté à ceux des quatre Puissances qui ont présenté l'amendement A/C.4/L.245. Sa délégation ne peut accepter aucun paragraphe du dispositif du projet de résolution commun.

7. Il rend hommage aux représentants des pétitionnaires, qui ont répondu avec beaucoup de dignité, de courtoisie et de compétence aux questions des membres

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

<sup>1</sup> The Meru Land Problem, White Paper, Legislative Council of Tanganyika, Government Printer, Dar-es-Salam, 1952.

de la Commission. Pour examiner la pétition de la tribu Meru, il est indispensable de la replacer dans le cadre du problème général de l'utilisation des terres dans le Territoire du Tanganyika. Les terres offertes aux Wa-Meru sont susceptibles de remédier au surpeuplement de cette région et ont une plus grande valeur économique que celles dont ils ont été évincés. La Nouvelle-Zélande a pris acte des assurances de l'Autorité chargée de l'administration concernant la réparation des dommages subis par les Wa-Meru.

8. Sa délégation juge regrettable que l'Autorité administrante ait procédé à l'éviction des Wa-Meru avant que les pétitionnaires aient été entendus par le Conseil de tutelle. Elle a l'impression que l'Autorité chargée de l'administration a agi en l'occurrence avec une hâte excessive. La Nouvelle-Zélande reconnaît toutefois que la responsabilité de l'administration du Territoire appartient au Gouvernement du Royaume-Uni.

9. La Nouvelle-Zélande accepte la décision de l'Autorité chargée de l'administration, suivant laquelle l'application du principe de l'homogénéité des régions occupées par les différentes races était équitable dans le cas en question, mais elle espère que le Gouvernement du Tanganyika, en établissant ses plans d'utilisation des terres, tiendra le plus grand compte du principe de la primauté des intérêts des autochtones.

10. La décision du Gouvernement du Tanganyika, prise après l'examen le plus approfondi du problème, a été approuvée par tous les membres européens, indiens et africains du Conseil législatif du Tanganyika. La Nouvelle-Zélande regrette donc que certains membres de la Commission aient accusé l'Autorité chargée de l'administration de s'être rendue coupable de discrimination raciale.

11. M. Scott estime, comme le représentant des Etats-Unis, que la Quatrième Commission ne saurait aboutir à une conclusion définitive si elle n'étudie pas de façon approfondie les plans d'utilisation des terres dans l'ensemble du Tanganyika. L'organe compétent pour procéder à une telle étude est le Conseil de tutelle. M. Scott demande au représentant du Royaume-Uni de donner à la Commission l'assurance que son gouvernement envisagera favorablement la possibilité de réserver une partie de la région en question à la création d'une ferme modèle, où les Meru et les autres tribus autochtones apprendront les méthodes modernes d'élevage. Il invite également les pétitionnaires à faire comprendre au peuple de leur tribu la nécessité de coopérer à l'exécution des plans de développement établis par l'Autorité chargée de l'administration. Sans cette coopération, les espoirs et les ambitions légitimes des Wa-Meru n'auraient guère de chance de se réaliser.

12. M. TRIANTAPHYLAKOS (Grèce) s'associe aux membres de la Commission qui ont exprimé l'émotion que leur inspirait la situation pénible des Wa-Meru; il a été très impressionné par la façon digne dont les pétitionnaires ont exposé la question à la Commission. Le représentant de la Grèce est disposé à appuyer toute solution pratique qui permettrait de rétablir les Wa-Meru dans leurs droits; il votera donc en faveur de l'amendement des cinq Puissances (A/C.4/L.245). Il tient à préciser qu'en votant ainsi, il ne se prononcera pas sur la situation telle que l'Autorité chargée de l'administration l'a présentée, car sa délégation n'a pas eu le temps de se faire une opinion à ce sujet. Il suggère

aux auteurs de cet amendement d'ajouter les mots "et la présente résolution", à la fin du paragraphe 3 du dispositif.

13. M. ABOU KHADRA (Arabie saoudite) rappelle que certains représentants ont fait observer que les auteurs du projet de résolution commun cherchaient à minimiser l'autorité du Conseil de tutelle et de l'Autorité chargée de l'administration. Le représentant de l'Arabie saoudite tient à faire observer qu'en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte, l'Assemblée générale est souveraine. Il s'agit en l'occurrence de 3.000 autochtones qui ont été expulsés des terres qu'ils occupaient pour faire place à quelques Européens. La délégation de l'Arabie saoudite critique non seulement les moyens employés par l'Autorité chargée de l'administration, mais aussi le fait qu'elle n'ait pas jugé bon de demander le consentement des intéressés.

14. Il n'y a aucune raison de chercher à justifier les mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration. Les exemples cités par les représentants du Canada et des Pays-Bas ne s'appliquent pas au cas en question, car les mesures dont les Wa-Meru ont été victimes ne peuvent être considérées comme protégeant au mieux leurs intérêts. Le représentant de la France a prétendu que la décision de l'Autorité chargée de l'administration était parfaitement légale. Il est évident que l'Autorité chargée de l'administration est tenue de respecter les obligations qu'elle a contractées en vertu de la Charte, mais cette considération ne saurait être invoquée dans le cas présent. Le représentant du Royaume-Uni a reproché aux auteurs du projet de résolution commun de manquer de modération. M. Abou Khadra peut lui donner l'assurance que les délégations en question n'ont été guidées que par leur conscience.

15. Le représentant de l'Arabie saoudite votera en faveur de l'amendement de l'Inde au paragraphe 2 du dispositif. Toutefois, il s'opposera à la suppression du quatrième considérant, qui expose les faits de la cause; il votera également contre la suppression du paragraphe 1 du dispositif. Il s'abstiendra lors du vote sur le nouveau paragraphe 3 proposé dans l'amendement du Brésil, de l'Equateur et du Pérou, car il préfère le texte initial.

16. En ce qui concerne l'amendement des cinq Puissances, M. Abou Khadra partage l'avis du représentant du Guatemala et considère que l'adoption de cet amendement irait à l'encontre du but même du projet de résolution commun. Il est convaincu que tous les membres de la Commission, y compris le représentant du Royaume-Uni, estiment qu'il est de leur devoir d'adopter une attitude impartiale pour tenter de réparer l'injustice commise. Les auteurs du projet de résolution commun n'ont jamais pensé que leur projet serait approuvé par tous, mais ils ont la conviction qu'il recueillera l'approbation de l'opinion publique mondiale. M. Abou Khadra accepte les amendements proposés par le représentant de l'Egypte.

17. M. AGUIRRE (Uruguay) déclare que les conclusions auxquelles est arrivée la délégation de l'Uruguay diffèrent de celles qui sont à l'origine du projet de résolution commun et se rapprochent de la position que le Conseil de tutelle a prise dans sa résolution 468 (XI). Il rappelle que le Conseil a adopté cette résolution par 8 voix contre une, avec 2 abstentions, et que la seule voix contre a été celle du représentant de l'Union sovié-

tique<sup>2</sup>. Ce représentant avait lui-même proposé un projet de résolution (T/L.287) analogue au projet de résolution commun en cours d'examen (A/C.4/L.242), qui avait été rejeté à une très forte majorité. Après un examen approfondi de la question, le Conseil a adopté la résolution 468 (XI) par laquelle il regrettait que l'Autorité chargée de l'administration ait jugé nécessaire de déplacer une fraction de la population Meru, invitait l'Autorité chargée de l'administration à ne ménager aucun effort pour porter remède aux maux subis par les familles Meru, à leur octroyer des dédommagements généreux et à les aider à se réinstaller, et recommandait à l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier son effort éducatif et d'orienter l'activité de la population Meru dans des directions constructives.

18. Au sujet du paragraphe 4 de la résolution adoptée par le Conseil, la délégation de l'Uruguay estime, comme la délégation de la République Dominicaine, que le Conseil de tutelle n'était pas en mesure d'affirmer que le plan d'ensemble en cours d'exécution était avantageux pour la majorité des habitants autochtones. Cette considération est encore plus valable en ce qui concerne la Quatrième Commission, puisqu'elle ne dispose pas d'avis techniques impartiaux qui lui permettent d'arriver aux conclusions sur lesquelles repose le projet de résolution commun; la Commission ne peut ni blâmer l'Autorité chargée de l'administration ni désapprouver la résolution du Conseil de tutelle.

19. Il ne faut pas perdre de vue que le déplacement des Wa-Meru a pu être décidé pour des raisons d'utilité publique. L'expropriation moyennant une indemnité préalable et équitable est prévue dans la législation de presque tous les pays et il serait aisé de citer des cas où elle a été effectuée contre la volonté de particuliers ou de groupes de particuliers. Il faut évidemment reconnaître que les autochtones et l'Autorité chargée de l'administration ne sont pas sur le même plan et que rien ne garantit que les autochtones sont traités sur un pied d'égalité avec les autorités du Territoire, alors que c'est le cas dans d'autres pays. Les Nations Unies ont une tâche importante à accomplir pour éliminer ces différences et pour donner aux autochtones l'assurance que leurs droits seront sauvegardés. Les raisons d'utilité publique constituent un facteur essentiel en pareil cas. Mais il est évident que la Quatrième Commission, tout comme le Conseil de tutelle, n'est pas en mesure de déterminer ce facteur, puisqu'elle ne dispose pas des avis techniques nécessaires à cet effet. Il lui est donc impossible d'arriver aux conclusions sur lesquelles est fondé le projet de résolution commun.

20. L'amendement du Brésil, de l'Equateur et du Pérou améliore quelque peu le projet de résolution commun, mais la délégation de l'Uruguay ne le trouve pas satisfaisant, car on ne peut pas inviter l'Autorité chargée de l'administration à restituer immédiatement à la tribu Meru les terres dont elle a été expulsée, avant de savoir si les mesures prises sont dues ou non à des raisons d'utilité publique. De même, l'amendement des cinq Puissances n'est pas entièrement satisfaisant. La délégation de l'Uruguay aimerait que la Commission y exprime le regret que l'Autorité chargée de l'administration ait jugé nécessaire de déplacer les Wa-Meru, insiste sur la nécessité de ne ménager aucun effort pour

dédommager les familles intéressées, et invite l'Autorité chargée de l'administration et les pétitionnaires à fournir des renseignements complémentaires sur la situation afin que l'Assemblée générale puisse se prononcer en connaissance de cause.

21. En terminant, M. Aguirre fait observer que les pétitionnaires, même s'ils n'obtiennent pas entière satisfaction, devront au moins reconnaître que d'énormes progrès ont été accomplis depuis l'administration allemande, puisqu'ils ont pu venir au Siège de l'Organisation des Nations Unies exposer leurs vœux en toute liberté. Ils peuvent être certains que rien n'empêchera l'Organisation de suivre la voie qu'elle s'est tracée pour atteindre ses objectifs.

22. M. GAJEWSKI (Pologne) déclare que sa délégation votera contre les amendements contenus dans les documents A/C.4/L.243 et A/C.4/L.244, car le texte initial sur lequel porte ces amendements lui semble préférable. Il estime en effet qu'on doit maintenir le quatrième considérant, qui expose la situation tragique des Wa-Meru. Il pense également que le projet de résolution doit désapprouver les mesures brutales prises par l'Autorité chargée de l'administration, ainsi que la résolution 468 (XI) du Conseil de tutelle, qui ne prévoit pas une solution équitable du problème. Il préfère le paragraphe 3 initial du dispositif au nouveau paragraphe proposé par le Brésil, l'Equateur et le Pérou, parce qu'il est rédigé en termes plus directs et demande que les Wa-Meru soient rétablis dans leurs droits. En ce qui concerne l'amendement de l'Inde, il estime qu'il vaut mieux exprimer la désapprobation que le regret.

23. Quant à l'amendement des cinq Puissances (A/C.4/L.245), il est impossible à la délégation de la Pologne de l'approuver, car il n'est pas conforme à l'attitude qu'elle a adoptée. Cet amendement omet de mentionner la seule solution équitable, c'est-à-dire la restitution immédiate aux Wa-Meru des terres qui leur ont été enlevées. La délégation de la Pologne votera en faveur du projet de résolution commun, même si les amendements contenus dans les documents A/C.4/L.243 et A/C.4/L.244 sont adoptés, mais elle tient à préciser qu'elle préfère le texte initial.

24. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) déclare qu'il votera contre le projet de résolution commun. Il désire signaler en passant qu'il lui est difficile de croire à la sincérité des sentiments exprimés par le représentant de l'Union soviétique à l'égard des Wa-Meru, étant donné que personne n'ignore ce qui se passe derrière le rideau de fer. La délégation de la République Dominicaine votera en faveur des paragraphes 1 et 2 de l'amendement du Brésil, de l'Equateur et du Pérou, qui prévoient la suppression de paragraphes au sujet desquels elle a formulé des objections. Elle s'abstiendra lors du vote sur le paragraphe 3 de cet amendement parce que les dispositions qu'il contient figurent déjà dans la résolution 468 (XI) du Conseil de tutelle. Elle votera également contre l'amendement de l'Inde, mais elle votera en faveur de l'amendement des cinq Puissances. M. de Marchena rappelle qu'il a déjà signalé à la Commission la nécessité de parvenir à une compréhension parfaite des divers éléments de la situation, compte tenu de la position de l'Autorité chargée de l'administration et des faits exposés par les pétitionnaires.

<sup>2</sup> Voir *Procès-verbaux officiels du Conseil de tutelle*, onzième session, 452ème séance.

*Par 25 voix contre 24, avec 3 abstentions, cette proposition est rejetée.*

54. Le **PRESIDENT** rappelle que les auteurs du projet de résolution commun ont accepté l'amendement verbal de la délégation égyptienne tendant à supprimer, à la fin du quatrième considérant, les mots "afin de donner ces terres à des colons européens". Il met aux voix le quatrième considérant (A/C.4/L.242) ainsi modifié.

55. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Nouvelle-Zélande, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Pakistan, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Bolivie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Tchécoslovaquie, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Mexique.

*Votent contre:* Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Suède, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Australie, Belgique, Canada, Danemark, République Dominicaine, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas.

*S'abstiennent:* Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, Equateur, Honduras, Israël.

*Par 29 voix contre 17, avec 7 abstentions, ce considérant est adopté.*

56. Le **PRESIDENT** met aux voix le paragraphe 2 de l'amendement des cinq Puissances (A/C.4/L.245), tendant à remplacer les paragraphes 1 à 6 du dispositif du projet de résolution commun par trois nouveaux paragraphes.

57. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la France, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* France, Grèce, Israël, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Union Sud-Africaine, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Australie, Belgique, Canada, Colombie, Danemark, République Dominicaine.

*Votent contre:* Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Mexique, Pakistan, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Tchécoslovaquie, Equateur, Egypte, Salvador.

*S'abstiennent:* Pérou, Thaïlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Chine, Ethiopie.

*Par 31 voix contre 17, avec 5 abstentions, ce paragraphe est rejeté.*

58. M. CALERO RODRIGUES (Brésil), appuyé par M. PONCE YEPEZ (Equateur) et M. SALAZAR (Pérou), déclare que le paragraphe 2 de l'amendement présenté par sa délégation et celles de l'Equateur et du Pérou visait à supprimer le paragraphe 2 initial en même temps que le paragraphe premier du dispositif du projet de résolution. Or, les auteurs du projet de résolution commun ayant accepté de remplacer ce paragraphe 2 initial par le texte proposé par la délégation de l'Inde (A/C.4/L.244), l'amendement des trois délégations ne devrait plus porter que sur le paragraphe premier du dispositif.

59. Le **PRESIDENT** met aux voix le paragraphe 2 modifié de l'amendement présenté par le Brésil, l'Equateur et le Pérou (A/C.4/L.243) tendant à supprimer le paragraphe premier du dispositif du projet de résolution commun.

60. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Syrie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Thaïlande, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aEtts-Unis d'Amérique, Uruguay, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, France, Grèce, Honduras, Inde, Indonésie, Israël, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Suède.

*Votent contre:* République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Bolivie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Salvador, Guatemala, Haïti, Iran, Mexique, Pakistan, Philippines, Pologne, Arabie saoudite.

*S'abstiennent:* Venezuela, Birmanie, Chili, Egypte, Ethiopie, Irak, Liban, Libéria.

*Par 27 voix contre 17, avec 8 abstentions, le paragraphe est adopté.*

61. Le **PRESIDENT** met aux voix l'amendement de l'Inde (A/C.4/L.244) dont le texte a remplacé le paragraphe 2 initial du dispositif du projet de résolution commun.

62. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par les Philippines, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Philippines, Pologne, Arabie saoudite, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Bolivie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Tchécoslovaquie, Egypte, Salvador, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Mexique, Pakistan.

*Votent contre:* Suède, Thaïlande, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Danemark, République

Dominicaine, Equateur, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou.

*S'abstiennent:* Canada, Colombie, Ethiopie, Honduras, Israël.

*Par 27 voix contre 20, avec 5 abstentions, l'amendement de l'Inde est adopté comme paragraphe 2 du dispositif.*

63. M. TAJIBNAPIS (Indonésie) déclare au nom des auteurs du projet de résolution commun qu'ils ont accepté le paragraphe 3 de l'amendement présenté par le Brésil, l'Equateur et le Pérou (A/C.4/L.243), tendant à remplacer le paragraphe 3 du dispositif de leur projet de résolution.

64. M. PIGNON (France) demande que le nouveau texte du paragraphe 3, tel qu'il figure dans l'amendement des trois Puissances (A/C.4/L.243), fasse l'objet de deux votes distincts, la première partie s'arrêtant après les mots "dont ils ont été expulsés".

65. Le PRESIDENT met aux voix la première partie du paragraphe 3 nouveau tel qu'il figure dans le document A/C.4/L.243, jusqu'aux mots "dont ils ont été expulsés".

66. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Nouvelle-Zélande, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Tchécoslovaquie, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Mexique.

*Votent contre:* Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Australie, Belgique, Canada, Colombie, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas.

*S'abstiennent:* République Dominicaine, Grèce, Israël.

*Par 34 voix contre 15, avec 3 abstentions, la première partie du nouveau paragraphe 3 du dispositif est adoptée.*

67. Le PRESIDENT met aux voix la deuxième partie du paragraphe 3 nouveau du dispositif, commençant par les mots "à les dédommager".

68. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par l'Australie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Tchécoslovaquie, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Liban, Libéria, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pérou,

Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Suède, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine.

*Votent contre:* Australie, Canada, Colombie.

*S'abstiennent:* Belgique, Danemark, République Dominicaine, Luxembourg, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Par 43 voix contre 3, avec 6 abstentions, la deuxième partie du nouveau paragraphe 3 du dispositif est adoptée.*

69. M. FOURIE (Union Sud-Africaine) explique que sa délégation s'est abstenue parce qu'elle a confiance dans les intentions de l'Autorité administrante.

70. Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare que sa délégation s'est abstenue pour la même raison.

71. M. RYCKMANS (Belgique) s'est abstenu pour cette même raison; de plus il a estimé que la résolution pertinente du Conseil de tutelle tenait suffisamment compte de la préoccupation exprimée dans le texte qui vient d'être adopté.

72. M. LANNUNG (Danemark) déclare que sa délégation s'est abstenue, elle aussi, pour les raisons qui viennent d'être exprimées par les orateurs précédents.

73. M. FORSYTH (Australie) précise que sa délégation n'a nullement eu l'intention, en votant contre le texte qui vient d'être adopté, de refuser à la tribu des Wa-Meru la juste compensation qui leur revient. Elle a estimé toutefois que la résolution du Conseil de tutelle était suffisante pour assurer cette compensation.

74. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.4/L.242).

75. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Panama, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Mexique, Pakistan.

*Votent contre:* Suède, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, Belgique, Canada, Colombie, France, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège.

*S'abstiennent:* Uruguay, République Dominicaine, Grèce, Israël, Nouvelle-Zélande.

*Par 36 voix contre 11, avec 5 abstentions, ce paragraphe est adopté.*

76. M. RYCKMANS (Belgique) explique que sa délégation a voté contre le paragraphe 4, parce que le texte français de ce paragraphe contient le mot "habi-

25. M. PIGNON (France) déclare qu'il votera en faveur de l'amendement contenu dans le document A/C.4/L.245; cet amendement est le seul texte qui présente un point de vue équitable et raisonnable.

26. Il propose cependant aux auteurs de cet amendement de modifier comme suit le paragraphe 2 du nouveau dispositif: "*Demande* au Conseil de tutelle d'inviter l'Autorité chargée de l'administration . . ." Il fait observer en effet que la suggestion contenue dans ce paragraphe devrait être normalement transmise à l'Autorité administrante par l'intermédiaire du Conseil de tutelle.

27. M. Pignon tient en outre à préciser, à l'intention du représentant de l'Egypte, qu'il n'a pas dit que le projet de résolution des huit Puissances encouragerait les éléments subversifs; il a dit que seuls des éléments subversifs pourraient se réjouir des résultats qu'aurait un tel projet de résolution. M. Pignon n'a jamais prétendu que les Wa-Meru étaient subversifs.

28. M. LANNUNG (Danemark) a été frappé de la dignité et de la modération dont le représentant des pétitionnaires a fait preuve dans son exposé et dans ses réponses aux membres de la Commission. La question est très complexe et il est indispensable de l'examiner dans le cadre du plan de réforme foncière et de développement économique du Territoire. Elle met en jeu des éléments qui relèvent directement de relations de personnes. La délégation du Danemark ne croit pas que "l'action directe" aboutisse nécessairement aux résultats escomptés. Il arrive très souvent au contraire qu'elle aggrave la situation.

29. On a reproché à l'Autorité chargée de l'administration et au Conseil de tutelle de ne pas avoir traité le problème avec tout le sérieux qu'il mériterait. M. Lannung pense que ces reproches ne sont pas justifiés. Il lui est donc impossible d'accepter le quatrième considérant et le dispositif du projet de résolution commun, qui contiennent des affirmations trop générales et une condamnation sommaire. La délégation du Danemark estime que la question devrait être résolue sur place par les parties en cause. L'Assemblée générale devrait se borner à créer l'atmosphère favorable à ce règlement. Tel est précisément le but du paragraphe 1 du nouveau dispositif proposé dans l'amendement des cinq Puissances. Le paragraphe 2 de ce dispositif est également opportun en ce qu'il invite l'Autorité chargée de l'administration à rechercher s'il est possible d'établir une station expérimentale dans la région en question où l'on formerait les Wa-Meru aux méthodes modernes d'élevage. Dans le paragraphe 3, l'Assemblée générale exprime la sollicitude qu'elle éprouve à l'égard des Wa-Meru; ce paragraphe leur donne l'assurance que le Conseil de tutelle continuera à étudier avec soin la question et qu'un rapport sera présenté à la prochaine session de l'Assemblée générale. M. Lannung est convaincu que l'amendement des cinq Puissances offre le meilleur moyen d'aboutir à une solution satisfaisante.

30. Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare que sa délégation n'a pas encore reçu d'instructions de son gouvernement au sujet de l'amendement des cinq Puissances, mais qu'elle l'examinerait dans l'esprit dans lequel il a été présenté. Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Tanganyika ne manqueraient

pas d'étudier soigneusement la disposition contenue dans le paragraphe 2 du dispositif de cet amendement, s'il est adopté.

31. M. MIKAOUI (Liban) s'associe aux membres de la Commission qui ont exprimé leur sympathie aux Wa-Meru. Sa délégation approuve en principe le projet de résolution commun, mais elle estime que l'amendement de l'Inde, les amendements oraux de l'Egypte et certains des amendements du Brésil, de l'Equateur et du Pérou (A/C.4/L.243) amélioreraient nettement la forme du projet de résolution. Elle votera donc pour les amendements de l'Inde et de l'Egypte, ainsi que pour les paragraphes 2 et 3 de l'amendement du Brésil, de l'Equateur et du Pérou, étant entendu que le paragraphe 2 du dispositif du projet commun serait remplacé par l'amendement de l'Inde.

32. Par contre, elle s'opposera au paragraphe 1 de l'amendement de ces trois Puissances, tendant à supprimer le quatrième considérant du projet commun; elle votera également contre l'amendement des cinq Puissances.

33. M. TAJIBNAPIS (Indonésie) déclare d'abord que sa délégation ne peut accepter l'amendement des cinq Puissances, parce qu'il ne permet pas d'atteindre le but recherché par le projet de résolution commun, c'est-à-dire la restitution des terres de la tribu Meru.

34. La délégation de l'Indonésie votera également contre le premier paragraphe de l'amendement du Brésil, de l'Equateur et du Pérou et contre la suppression du paragraphe 2 du dispositif du projet commun, proposée dans le paragraphe 2 de ce même amendement.

35. Par contre, elle votera pour le premier amendement de l'Egypte, tendant à supprimer le dernier membre de phrase du quatrième considérant du projet commun; elle votera également pour le second amendement de l'Egypte, qui tend à modifier le début du paragraphe 1 du dispositif du projet commun, si ce paragraphe n'est pas supprimé.

36. M. EGUIZABAL (Salvador) annonce que sa délégation votera pour le paragraphe 3 de l'amendement du Brésil, de l'Equateur et du Pérou, pour l'amendement de l'Inde et pour les amendements oraux de l'Egypte. Elle ne peut accepter l'amendement des cinq Puissances, puisqu'elle a participé à l'élaboration du projet commun.

37. La délégation du Salvador ne désire pas faire obstacle aux mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration du Tanganyika ou par toute autre Autorité administrante lorsque ces mesures répondent aux intérêts des autochtones, mais elle s'opposera toujours à la violence et aux décisions arbitraires. C'est en vertu de ce principe que la délégation du Salvador s'est associée aux auteurs du projet de résolution commun.

38. Mme SKOTTSBERG-AHMAN (Suède), parlant également au nom des délégations du Canada, de la Norvège et des Pays-Bas, remercie la délégation de la Nouvelle-Zélande de s'être associée à la présentation de l'amendement contenu dans le document A/C.4/L.245.

39. D'autre part, elle annonce que les auteurs de cet amendement acceptent l'amendement oral de la Grèce



tendant à ajouter, à la fin du paragraphe 3 du dispositif, les mots "et la présente résolution". Ils acceptent en outre l'amendement oral de la France tendant à ce que le début du paragraphe 2 du projet de dispositif se lise comme suit: "Demande au Conseil de tutelle d'inviter l'Autorité administrante . . .".

40. M. MENDOZA (Guatemala) déclare que, dans un esprit de conciliation, sa délégation, ainsi que la délégation d'Haïti, accepte les deux amendements oraux de l'Egypte, l'amendement de l'Inde et le paragraphe 3 de l'amendement du Brésil, de l'Equateur et du Pérou.

41. Le PRESIDENT rappelle qu'à la 290ème séance les délégations du Guatemala et de la RSS de Biélorussie ont demandé s'il fallait considérer la proposition du Canada, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède (A/C.4/L.245), comme un amendement au projet de résolution commun. Il fait observer que l'article 129 du règlement intérieur de l'Assemblée générale s'applique en l'occurrence et il cite les dispositions de cet article.

42. Après un échange de vues auquel prennent part le PRESIDENT, M. MENDOZA (Guatemala), M. RYCKMANS (Belgique) et M. MCINNIS (Canada), sur le point de savoir si la définition de la nature d'une proposition doit faire l'objet d'une décision présidentielle ou d'un vote de la Commission, le PRESIDENT suggère de considérer la proposition des cinq Puissances comme un amendement et de la mettre aux voix sous cette forme pour accélérer la procédure.

*Il en est ainsi décidé.*

43. M. MENDOZA (Guatemala) désapprouve le procédé qui consiste à soumettre des propositions nouvelles sous forme d'amendements pour avoir le privilège de la priorité de vote.

44. M. PEON DEL VALLE (Mexique) se demande s'il convient de voter dès à présent sur l'amendement des cinq Puissances, qui n'a été présenté que le matin même. Il rappelle à ce sujet les dispositions de l'article 119 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

45. Le PRESIDENT reconnaît que si l'on appliquait rigoureusement l'article 119, il y aurait lieu d'ajourner le vote sur certains amendements écrits et oraux; cependant, les membres de la Commission sont tous au courant de la question et il ne semble pas y avoir d'inconvénient à ce que la Commission passe au vote sans autre délai. Il appartient évidemment aux membres de la Commission de proposer formellement, s'ils le désirent, l'ajournement du vote.

46. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) croit qu'il y aurait intérêt à ce que la Commission se prononce en pleine connaissance de cause. Il propose donc formellement d'ajourner le débat à la séance suivante, comme le prévoit l'article 115 du règlement intérieur.

47. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) s'oppose à la proposition d'ajournement. En effet, la question a été suffisamment débattue et les membres de la Commission connaissent parfaitement la portée des diverses propositions en présence.

48. M. CHEIKINE (République socialiste soviétique de Biélorussie) s'oppose également à la proposition d'ajournement.

49. M. N. RIFAI (Syrie) appuie la proposition de la Nouvelle-Zélande; il estime en effet que la Commission sera mieux en mesure de se prononcer à la séance suivante.

*Par 28 voix contre 6, avec 15 abstentions, la proposition d'ajournement est rejetée.*

50. Le PRESIDENT met alors aux voix les trois premiers considérants du projet de résolution commun (A/C.4/L.242).

51. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Norvège, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Norvège, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Suède, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Liban, Libéria, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

*S'abstient:* le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Par 15 voix contre zéro, avec une abstention, ces considérants sont adoptés.*

52. Le PRESIDENT signale que le paragraphe premier de l'amendement présenté par le Brésil, l'Equateur et le Pérou (A/C.4/L.243) et le paragraphe premier de l'amendement des cinq Puissances (A/C.4/L.245) tendent, l'un et l'autre, à supprimer le quatrième considérant du projet de résolution commun (A/C.4/L.242). Le Président met donc aux voix la proposition tendant à supprimer le quatrième considérant.

53. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Luxembourg, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Suède, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, France, Grèce, Honduras, Israël.

*Votent contre:* Mexique, Pakistan, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Bolivie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Egypte, Salvador, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria.

*S'abstiennent:* Thaïlande, Chili, Ethiopie.

tants"; elle aurait préféré l'équivalent du mot "*poblaciones*" contenu dans le texte espagnol.

77. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.4/L.242).

*Par 40 voix contre zéro, avec 11 abstentions, ce paragraphe est adopté.*

78. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.4/L.242).

*Par 38 voix contre une, avec 11 abstentions, ce paragraphe est adopté.*

79. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation a voté contre le paragraphe 6 parce qu'elle ne peut appuyer l'ensemble du projet de résolution et qu'elle n'estime pas que l'Autorité administrante doive prendre de mesures pour mettre en œuvre cette résolution.

80. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution commun (A/C.4/L.242) modifié.

81. M. GAJEWSKI (Pologne) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Luxembourg, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Mexique, Pakistan, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Tché-

coslovaquie, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria.

*Votent contre:* Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Australie, Belgique, Canada, Colombie, Danemark, République Dominicaine, France, Grèce.

*S'abstiennent:* Pérou, Thaïlande, Israël.

*Par 32 voix contre 17, avec 3 abstentions, le projet de résolution modifié est adopté.*

82. M. ARAOZ (Bolivie), expliquant le vote de sa délégation, déclare qu'en appuyant le projet de résolution commun, son gouvernement a surtout entendu assurer le retour des terres en question à leurs légitimes propriétaires. Les expropriations ne devraient être permises que dans l'intérêt public, c'est-à-dire dans l'intérêt des populations directement en cause. C'est dans cet esprit notamment que la délégation de la Bolivie s'est prononcée en faveur du quatrième considérant et du premier paragraphe initial du dispositif.

83. M. CHEIKINE (République socialiste soviétique de Biélorussie) précise que, tout en ayant voté pour le projet de résolution commun tel qu'il a été modifié, sa délégation aurait préféré le texte original de ce projet.

84. M. JAPHET (Meru Citizens Union) dit combien il a été sensible à la courtoisie avec laquelle les membres de la Commission ont écouté les représentants des Wa-Meru. Grâce à la tâche qu'elle vient d'accomplir, la Quatrième Commission s'est acquis des droits à la gratitude de tous les habitants du Tanganyika.

La séance est levée à 18 h. 50.